

Brochure n° 3327

Convention collective nationale

**IDCC : 2697. – PERSONNELS DES STRUCTURES
ASSOCIATIVES CYNÉGÉTIQUES**

AVENANT N° 11 DU 15 DÉCEMBRE 2015

RELATIF À L'OCTROI D'UNE PRIME DE COMPENSATION DES BAS SALAIRES

NOR : ASET1650037M

IDCC : 2697

Entre :

Le SNCF,

D'une part, et

Le SNPFDC FGTA FO ;

L'UPTEC UNSA ;

La FGA CFDT,

D'autre part,

après avoir rappelé que :

Le 30 juin 2005, les partenaires à la négociation ont signé le texte de la convention collective des personnels des structures associatives cynégétiques ;

Différents avenants sont intervenus ultérieurement, et notamment deux avenants portant sur l'INM (indice négocié majorable) (avenant n° 1 du 18 mai 2006 et avenant n° 3 du 2 octobre 2007) ;

Ces avenants ont été intégrés dans la version consolidée de la convention collective à la date du 13 décembre 2007 ;

Cinq nouveaux avenants à durée indéterminée relatifs aux rémunérations et notamment à la fixation de la valeur du point INM et à l'avantage familial conventionnel ont été signés entre les parties les 22 mai 2008, 18 juin 2009, 18 décembre 2009, 24 juin 2010 et 31 mai 2011 ;

Les cinq avenants précités ont fait l'objet d'une extension par arrêtés du 17 décembre 2010, du 16 octobre 2009, du 21 octobre 2011 et du 18 septembre 2012 ;

Trois procès-verbaux de désaccord ont par la suite été signés dans le cadre des négociations salariales en date du 11 septembre 2012, du 4 septembre 2013 et du 20 mai 2014. Au titre de l'année 2015, les partenaires n'ont pu se mettre d'accord sur le principe et les conditions d'une révision salariale ;

Toutefois, les parties sont convenues de se réunir très rapidement afin de négocier sur l'exercice 2016 ;

Conformément aux dispositions de l'article L. 2241-1, alinéa 1, du code du travail, les partenaires à la négociation se sont ainsi réunis le 15 décembre 2015 au titre de la négociation annuelle sur les salaires 2016 ;

Le SNCF fait valoir que, dans le sens des quatre précédentes négociations sur les salaires, la situation économique des structures associatives cynégétiques ne permet pas une augmentation générale des salaires ;

Il a néanmoins été décidé à titre exceptionnel et au titre de l'année 2016 d'une mesure destinée à compenser les plus bas revenus tels que définis ci-dessous, afin d'être moins impactés par l'augmentation du coût de la vie, et ce dans les conditions définies ci-dessous,

il a été exposé et convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Définition des « bas revenus » au niveau de la branche

Les parties à la négociation après étude des rémunérations dans la branche professionnelle conviennent de définir par bas revenus, tous les salaires dont le montant est inférieur à l'indice 360 × la valeur du point applicable à la date de la signature de l'accord (soit 4,654 €), soit un salaire de base inférieur à 1 675,44 € brut (correspondant aux indices inférieurs à l'INM 360).

Article 2

Définition et mode de calcul de la prime dite de compensation des bas salaires

Les parties ont décidé de faire bénéficier les salariés ayant un indice nouveau majoré (INM) inférieur à 360 à la date de mise en œuvre du présent accord d'une prime équivalant au produit INM (avec un maximum de 5 points brut) par la valeur du point d'indice nouveau majoré (INM).

Toutefois, conformément à la volonté des parties, la prime ne peut avoir pour conséquence de dépasser l'INM 360 et son montant sera donc plafonné afin de ne pas dépasser cet INM.

Ainsi, à titre d'exemple, lorsque à l'instant T (date de mise en œuvre de l'accord), un salarié a un INM de 358, sa prime sera limitée au produit de 2 INM par la valeur du point d'indice nouveau majoré (INM).

En outre, le montant de la prime sera également revu en cas d'évolution sur l'année de l'INM du salarié concerné sur un INM supérieur à 355.

A titre d'exemples :

- un salarié est positionné à l'INM 320 du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016. Le montant de sa prime annuelle sera de (5 points × 12 mois) = 279,24 € brut ;
- un salarié est positionné à l'INM 345 du 1^{er} janvier 2016 au 30 avril 2016, puis à l'INM 350 du 1^{er} mai au 31 décembre 2016. Le montant de sa prime annuelle sera de (5 points × 12 mois) = 279,24 € brut ;
- un salarié est positionné à l'INM 345 du 1^{er} janvier 2016 au 30 septembre 2016, puis à l'INM 359 du 1^{er} octobre au 31 décembre 2016. Le montant de sa prime annuelle sera de (5 points × 9 mois) + (1 point × 3 mois) = 223,392 € brut ;
- un salarié est positionné à l'INM 356 du 1^{er} janvier 2016 au 30 avril 2016 puis à l'INM 360 du 1^{er} mai au 31 décembre 2016. Le montant de sa prime annuelle sera de (4 points × 4 mois) + (0 point × 8 mois) = 74,464 € brut.

Article 3

Conditions de bénéfice de la prime

Les parties ont entendu appliquer le bénéfice de la prime aux salariés des structures associatives cynégétiques remplissant les conditions suivantes à la date de mise en œuvre du présent accord :

- une ancienneté minimum continue de 1 année au sein de la structure associative cynégétique employeuse ;
- un salaire perçu correspondant à un bas revenu tel que défini ci-dessus.

Article 4

Versement de la prime

La prime annuelle définie ci-avant est versée en deux fois, au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2016.

Il est rappelé que cette prime exceptionnelle ne constitue pas un élément du salaire de base. En conséquence, elle est exclue de l'assiette de calcul de toutes majorations ou primes conventionnelles ou légales versées au salarié.

Article 5

Durée. – Date d'effet. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant sera déposé par la partie la plus diligente dans le cadre des articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2231-2 du code du travail.

Les parties conviennent de le présenter à l'extension auprès du ministère compétent, à l'expiration du délai légal d'opposition.

Les dispositions du présent avenant prendront effet au 1^{er} janvier 2016 (date de mise en œuvre du présent accord).

Le présent accord a une durée déterminée de 1 an et cessera de s'appliquer au 31 décembre 2016, date à laquelle il ne pourra produire ses effets comme un accord collectif à durée indéterminée.

Les parties rouvriront des négociations annuelles au titre des salaires pour l'exercice 2017.

Cette clause constituant la stipulation contraire visée à l'article L. 2222-4 du code du travail.

Fait à Issy-les-Moulineaux, le 15 décembre 2015.

(Suivent les signatures.)